Numérisation CERMTRI

1re Quinzaine de Mars 1950. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 249. — 10 Francs.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-81 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

POUR les 3.000 fr.! CONTRE les lois scélérates!

MERCREDI 8. — Le mouvement de grève connaît un certain flottement: dans la métallurgie parisienne, il piétine; dans le métro, également. Par contre, il s'étend en province; le gaz et l'électricité se préparent à entrer en lutte.

Les grèves ont démarré parce que les travailleurs, dont les conditions de vie n'ont fait que s'aggraver, ont vu — dans le départ des socialistes du gouvernement et dans le front unique des Syndicats de la métallurgie parisienne — l'espoir qu'une lutte d'ensemble devenait possible pour la première fois depuis la fin de la guerre.

Mais le mouvement piétine parce que les travailleurs ne voient pas se réaliser ce FRONT UNIQUE NATIONAL sans lequel, aujourd'hui, il ne peut y avoir une bataille générale. Au contraire, ils voient que les manœuvres commencent; ils voient la position de trahison des autonomes du Métro, à qui les Syndicats F.O. et C.F.T.C. emboîtent le pas. Ils voient aussi les dirigeants staliniens de la C.G.T. chercher à tirer un profit de boutiquier, faire le front unique aux échelons où celui-ci peut leur permettre de plumer la volaille, mais ne pas bouger le petit doigt pour forcer les dirigeants des autres centrales syndicales à une action commune. Enfin, dans une situation où la bourgeoisie est très peu sûre d'elle-même, où l'établissement de nouvelles lois scélérates est un signe de crainte bien plus qu'une manifestation de puissance, ils voient, d'une part, le P.C.F. vouloir à toute force mettre dans le même sac socialistes et gaullistes, et d'autre part, le P.S., intimidé par le chantage du M.R.P. et hanté par les élections futures, ouvrir la porte à quelques vieux politiciens.

L'issue du mouvement dépasse la revendication des 3.000 francs. Que le front unique se réalise — et la classe ouvrière remontera la pente, regagnera le terrain perdu depuis 1945, même si ce n'est pas au cours d'une seule bataille.

***

Ce qui facilite le plus les jeux personnels des dirigeants, même et surtout quand ils font des fronts uniques à l'échelon d'un Syndicat ou d'une corporation, c'est que — dans les conditions actuelles — il ne s'exerce ni pression ni contrôle direct des travailleurs sur eux; les organismes qui s'appellent « Comités de grève » sont dans un trop grand nombre de cas des organismes de transmission des volontés des directions aux ouvriers, et non des volontés ouvrières aux directions.

Le seul moyen de forcer les directions à s'entendre pour une lutte commune, c'est de créer à la base des organismes de front unique, d'ELIRE DES COMITES constamment contrôlés par ceux qui les ont élus, d'envoyer des délégations à toutes les directions confédérales pour exiger de celles-ci qu'elles répondent à l'aspiration des travailleurs: FAIRE UN FRONT UNIQUE NATIONALEMENT.

***

Il y a dans toutes les entreprises des militants d'avant-garde qui, des années écoulées, ont compris que les vieilles directions ont d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Le fait que ces vieilles directions ont encore tant d'autorité ne veut pas dire que le mouvement est condamné ni qu'il n'y a rien à faire. Isolés, les militants d'avant-garde ne peuvent pas grand'chose. Organisés, ils rencontreront un puissant écho dans une classe ouvrière qui suit les vieilles directions, certes, mais pas les yeux fermés.

Ils doivent s'organiser dans un parti révolutionnaire, dans le P.C.I. qui, dans toutes les luttes depuis 1945, a su lier les tâches immédiates aux intérêts historiques du prolétariat et qui, par une lettre ouverte que nous publions, fait un nouvel effort pour réaliser le front unique.

Ils doivent s'organiser en tendance révolutionnaire dans tous les Syndicats pour briser les résistances bureaucratiques et, en s'appuyant sur les volontés des travailleurs, imposer aujourd'hui le front unique des organisations, demain la réunification du mouvement syndical.

La bataille se trouve à un moment difficile. Le salut ne peut venir que des travailleurs et des militants d'avant-garde qui ont gardé confiance dans leur classe.

CONTRE LA SAISIE d' "Algérie Libre"

Le vaillant journal du Parti du Peuple Algérien est soumis depuis sa parution à des brimades de toutes sortes. Dans ces derniers temps, le Ministère de l'Intérieur non seulement fait saisir tous les numéros, mais a donné l'ordre d'arrêter les vendeurs algériens et ceux-ci seront poursuivis.

Les organisations ouvrières et démocratiques ne doivent pas laisser étouffer la voix du P.P.A. Car, si elles laissent interdire l'ALGERIE LIBRE, demain elles-mêmes seront victimes de l'impérialisme.

Syndicats, minorités révolutionnaires, journalistes, partis ouvriers doivent avec nous protester contre les mesures de l'impérialisme.

Lettre ouverte aux directions du P.C.F., du P. S., de la Fédération Anarchiste, de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.N.T., sur la grève en cours

POUR L'UNITÉ DU FRONT PROLÉTARIEN

Nous voici à la deuxième semaine de la grève des métallurgistes parisiens que vient renforcer la grève des transports. Dans la plupart des corporations la volonté des travailleurs de passer à l'action se manifeste dans les référendums à bulletin secret et aussi dans des débrayages encore sporadiques. Le vœu de tous est que s'engage enfin le combat général pour relever le pouvoir d'achat et pour briser l'offensive patronale et gouvernementale. Ce n'est que dans le combat d'ensemble que ceux qui hésitent encore, impressionnés par les échecs et défaites du passé récent, surmonteront leurs préventions.

AUJOURD'HUI LA LUTTE D'ENSEMBLE EST POSSIBLE

Elle est possible parce que l'ensemble de la classe ouvrière refuse l'écrasement de son pouvoir d'achat et les atteintes à ses libertés fondamentales.

Elle est possible parce que tous sont prêts à combattre sur le mot d'ordre unificateur des 3.000 francs pour tous.

Elle est possible parce que cette volonté d'action et d'unité commence à surmonter les effets néfastes de la scission syndicale et que les centrales syndicales soutiennent simultanément le mot d'ordre de grève pour les 3.000 francs.

Il n'est pas douteux que cette conjonction des directions et la réalisation dans nombre d'entreprises d'un front unique des organismes syndicaux ont constitué l'élément décisif pour l'entrée en lutte.

VAINCRE !

La grève est maintenant un fait. Elle impose de grandes responsabilités à toutes les directions des organisations syndicales et politiques se revendiquant de la classe ouvrière.

Car un échec ne serait pas seulement l'échec d'une revendication de salaire, mais un pas de plus de l'offensive patronale, un pas de plus vers l'établissement d'un régime de réaction et de dictature. Il risquerait de briser l'espoir que les travailleurs ont mis dans l'unité d'action, espoir qui les fait engager le présent combat.

Or LA VICTOIRE EST POSSIBLE; elle est même une certitude, à la condition qu'au lieu d'une succession de grèves, la GREVE GENERALE soit engagée d'un commun accord par les centrales syndicales et soutenue par les partis ouvriers.

Aucune centrale, isolée, ne peut mobiliser les travailleurs dans la grève générale; le front unique est indispensable à tout combat que l'on veut mener à la victoire.

Le danger principal qui menace l'action déjà engagée, c'est que l'un ou l'autre des partenaires, sous un prétexte ou sous un autre, rompe l'accord tacite qui a permis la conjonction des différents courants ouvriers.

La bourgeoisie spécule sur cette possibilité, qui lui a été si profitable dans les dernières années. Elle ne ménage ni les clameurs à la « grève politique », ni les manœuvres de séduction et de chantage. Céder à ses manœuvres serait un crime contre la classe ouvrière.

ECHEC A LA BOURGEOISIE

Ces dangers seront annihilés si, de l'accord tacite, vous — directions — vous décidez à passer au Front unique organisé et loyal, inspiré par les seuls intérêts prolétariens.

Les objectifs doivent être concrets et bien précis:

les 3.000 francs;
échec aux lois scélérates;
par la grève générale.

Pendant la durée de l'action commune, tout doit être subordonné au succès de l'action commune. Toute idée de manœuvre sectaire visant à déconsidérer le partenaire, toute considération étrangère aux intérêts ouvriers et au mouvement engagé, qu'elle soit du domaine de la diplomatie internationale ou d'ordre parlementaire, doivent être bannies pour sauvegarder l'unité d'action, faire échec à la bourgeoisie, assurer la victoire.

LA DEMOCRATIE OUVRIERE GARANTIE DE L'UNITE D'ACTION

Seule la plus large démocratie, permettant la participation la plus effective de la masse des travailleurs à la direction et au contrôle du mouvement, garantira celui-ci contre les manœuvres étrangères aux intérêts ouvriers. Seule, donc, elle permettra la réalisation et le maintien du front unique jusqu'à la victoire. Seule, elle rendra impossibles les opérations de « décrochage » ou de diversion de qui que ce soit.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE PROPOSE

Dans cet esprit, animé exclusivement du souci de la victoire ouvrière, le P.C.I. propose aux centrales syndicales et aux partis:

— **L'entente à tous les échelons** (directions, organismes régionaux, organismes locaux, Fédérations) sur le programme de Front Unique déjà adopté par les travailleurs en lutte:

POUR LES 3.000 FRANCS;
CONTRE LES LOIS SCELERATES;
PAR LA GREVE GENERALE.

— La constitution dans les Assemblées générales d'entreprises ou par localité et à tous les échelons, d'organismes démocratiques de direction de la grève, élus par ceux qui combattent.

A TOUS LES TRAVAILLEURS

Que vous soyez membres du P.C.F., du Parti Socialiste, du P.C.I., de la Fédération anarchiste, que vous soyez syndiqués ou non, travailleurs, votre sort est en jeu, votre intérêt est un.

C'est vous et vous seuls qui pouvez faire surmonter la division dont vous seriez les victimes.

C'est vous et vous seuls qui pouvez imposer, comme le 12 février 1934, la réalisation et le maintien de l'Unité d'Action, gage de la victoire.

Vive l'unité du Front prolétarien!

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

LE LABOUR PARTY GAGNE DES VOIX

Les 2 Angleterres face à face

Nous avons, dans Quatrième Internationale (janvier 1950), défini en ces termes l'importance des élections britanniques du 23 février:

« **Les élections marqueront très vraisemblablement le début d'une situation nouvelle en Grande-Bretagne, où toutes les contradictions provoquées par l'impérialisme britannique tendront à percer au grand jour...**

« **Le Labour Party au pouvoir ne fera pas une politique socialiste, mais une défaite du L.P. serait le signal d'un déchaînement de la réaction mondiale sur tous les plans... On ne votera pas sur le programme, mais sur des lignes de classe: TRAVAILLEURS CONTRE CAPITALISTES.** »

On connaît les résultats globaux des élections. Voyons-les de plus près.

Tout d'abord, en face d'une propagande capitaliste effrénée explosant par tous les moyens les difficultés de l'heure contre le parti au pouvoir depuis cinq ans, le Labour Party, loin de perdre des voix, en a gagné... La propagande réactionnaire a pu mobiliser un plus grand nombre des abstentionnistes habituels, elle a entraîné des petits bourgeois, mais les ouvriers n'ont pas été entamés par cet assaut; bien que la politique des dirigeants du L.P. ne les ait pas particulièrement satisfaits, ils ont compris le sens politique du scrutin et ils ont voté massivement pour le L.P.

Conscients du danger d'une victoire des tories, ils ont brutalement écarté les staliniens et les cryptostaliniens. Les candidats du P.C. anglais recueillent 90.000 voix dans une centaine de circonscriptions au lieu de 100.000 voix cinq ans plus tôt dans 22 circonscriptions. Gallacher perd son siège dans

(Suite page 3)

Pierre FRANK.

SUR LE FRONT DES GREVES

CHEZ RENAULT

Renault, la plus grande usine métallurgique de France, fut parmi les premières à entrer dans la bataille des 3.000 fr. et des conventions collectives. Dès le lundi 20 février, deux départements de l'usine (Usinage 4 CV et Montage carrosserie 4 CV) débrayaient à la quasi-unanimité. Le vote, organisé en début d'après-midi, donnait une très forte majorité pour la grève (de 70 à 80 %). Très rapidement, le mouvement s'étendit à toute l'usine. S'il y eut çà et là des hésitations et des réticences, c'est moins la volonté de ne pas débrayer que le fait de savoir si, encore une fois, nous allions ou non être seuls dans la bataille.

Le front unique, réalisé entre les quatre et même les cinq organisations syndicales à l'échelle de l'entreprise, joua un grand rôle dans le vote massif des ouvriers et trouva son expression la plus directe dans le vote des menuels qui se prononcèrent pour la grève générale à près de 60 %.

Le mercredi 23, l'usine était totalement arrêtée. Mais, le moins que l'on puisse dire est que les organisations syndicales, loin d'impulser la création des Comités de grève, loin de prendre l'initiative de la formation de piquets fortement organisés, loin de proposer la constitution d'un Comité Central de grève, laissèrent les choses traîner en longueur, formèrent seulement des piquets de sécurité, ne constituèrent le Comité central de grève que plusieurs jours après le débrayage.

Bourgeoisie et gouvernement réunis comprirent que la grève Renault était une menace directe à l'ensemble du patronat et pouvait être un « mauvais » exemple à l'ensemble de la classe ouvrière. Aussi, dans la nuit du mercredi 23 au 24, d'imposantes forces policières, évaluées à plus de 10.000 hommes (C.R.S. et flics réunis), évacuèrent les quelques piquets de sécurité. Une telle démonstration spectaculaire était surtout destinée à impressionner les ouvriers. Devant ce coup de force, les organisations syndicales osèrent prétendre à une faiblesse de la bourgeoisie, sans comprendre qu'une telle mesure, si elle n'avait pas, dans l'immédiat, des conséquences fâcheuses, permettrait, à l'avenir, à la direction de manœuvrer à sa guise. Cette menace se précise par une lettre que Lefaucheux adressa à chaque menuel en leur demandant, d'une part, de confirmer leur vote sur la grève, d'autre part, leur accord éventuel sur une reprise immédiate du travail.

La conséquence de l'évacuation des usines par les forces de l'« Ordre » fut de disperser les ouvriers hors de l'entreprise. Réunis à grand'peine dans des meetings en plein vent, les travailleurs écoutent sans enthousiasme les discours-fleuves et les leçons de morale des dirigeants. Alors que chacun sait que la solution est dans un élargissement rapide du mouvement aux autres corporations, les ouvriers n'ont que peu d'entrain pour les appels à la solidarité, seule solution mise

(Suite page 4)

Photographie du meeting tenu le 7 février à Colombo (Ceylan) par les deux organisations trotskystes, en voie d'unification. 30.000 auditeurs participèrent à cette manifestation (voir « La Vérité », n° 248).

DÉFENDEZ LES SYNDICATS YOUGOSLAVES

Les Syndicats yougoslaves ont rédigé un mémorandum au mouvement ouvrier international et à l'opinion publique mondiale dans lequel ils dénoncent les méthodes employées à leur égard pour les chasser de la Fédération Syndicale Mondiale. Ils relèvent les calomnies portées contre eux et font appel à tous les syndiqués pour qu'il soit mis un terme à la campagne menée contre eux dans la F.S.M. Ce mémorandum a été publié en français.

C'est le premier document adressé directement par des organisations des travailleurs yougoslaves aux travailleurs du monde entier. De ce fait, ce mémorandum a une importance considérable et il importe qu'il soit le plus largement répandu dans la classe ouvrière. Aussi, et en dépit du fait que ce document — en reproduisant des déclarations du Kominform — contient une phrase injurieuse à l'égard des trotskystes, nous invitons tous les militants d'avant-garde et plus particulièrement tous les syndiqués révolutionnaires à en faire une large diffusion parmi les travailleurs.

Numérisation CERMTRI

A L'ÉGOUT !

AINSI qu'il était aisé de le prévoir, les travaux de la Commission d'enquête s'orientent vers l'étouffement de « l'affaire des généraux ». En effet, le nombre et la personnalité de ceux qui ont touché sont tels que, malgré le désir du gouvernement de compromettre le Parti Socialiste, il semble difficile de réussir l'opération sans mettre en même temps dans le bain les partis de la majorité.

En tout cas, les dernières auditions ont permis d'apporter quelque lumière sur l'activité des différentes polices (D.S.T., S.E.D.E.C.E., Sûreté Nationale) qui sont à l'origine et au centre de l'affaire. Il n'est pas douteux, en effet, malgré les dénégations des intéressés, que la bagarre de l'autobus, qui permit l'ouverture d'une information, n'était qu'un provocation policière. Et l'un des officiers du S.E.D.E.C.E., le capitaine Guardet — dont la femme, au surplus, avait accepté un « prêt » de Peyré — excédé de jouer le rôle de bouc émissaire, est venu expliquer à la Commission qu'il avait reçu de ses chefs l'ordre de « blanchir » à tout prix Revers en compromettant, si possible, des parlementaires socialistes. Là encore, le démenti du colonel Fourcaud, ex-cagoulard, ne change rien à l'affaire.

Et chaque fois qu'on parle des « méthodes de travail » du S.E.D.E.C.E. ou de la D.S.T., il n'est question que d'interrogatoires de 20 heures, de promesses d'argent, de menaces, de mouchards venus du P.P.F., etc...

La classe ouvrière qui rejette en bloc toute cette pourriture policière, ne peut, évidemment, suivre tous les détails de la cuisine de ces Messieurs. Mais il lui importe, tout de même, de savoir que le S.E.D.E.C.E. figure au budget pour un demi-milliard par an. Et, bien entendu, l'emploi de ces 500 millions, répartis par les soins du socialiste Ribière, échappe absolument à tout contrôle des contribuables.

De même, les ouvriers en lutte pour leurs 3.000 francs n'ont pas appris sans intérêt que Van Co dejeunait beaucoup et — si l'on en juge par sa comptabilité — qu'il nourrissait fort bien les parlementaires. On trouve, en effet, dans cette comptabilité, des indications de ce genre: déjeuner parlementaires: 130.000 francs; dîner députés Assemblée: 22.000; dîner journalistes parlementaires, 50.000, etc... On voit que les députés et les Conseillers de la République ne sont pas encore réduits à la soupe populaire et on comprend très bien que les invités de Van Co ne soucient fort peu du minimum vital ou de l'augmentation des salaires.

Des noms? Ils ne manquent pas. Des radicaux comme Giacobbi ou Anxionnaz, des R.P.F. comme Avinin, Max Brusset ou Droane, des socialistes comme Audeguil ou Le Troquer, etc... On voit qu'aucun des représentants de « l'ordre » et de la « propreté » ne dédaigne les petits — et les gros! — bénéfices du métier.

Et Bidault a vraiment bonne mine de parler des « honnêtes gens » et de « l'armée qui se bat au loin avec un si grand courage ». Quoi de plus normal, n'est-ce pas, que de faire crever quelques dizaines de milliers de soldats vietnamiens ou français pour remplir de piastres les poches des généraux et des politiciens tarés?

Il est clair que ce n'est pas la démocratie pourrie de la IVe République, au moment où elle obtient le vote de lois super-scélérates dirigées contre la classe ouvrière, qui peut mettre fin à un tel régime de corruption. Mais ce sont les travailleurs eux-mêmes qui donneront le coup de balai nécessaire. A l'égout!

Lettre d'un Ajiste

Le P.S.U., après son petit écart, est rentré dans la ligne et, pour faire oublier sa petite escapade, la *Bataille Socialiste* du 10 février 1950 fait des efforts pour se faire oublier: et je mange du titisme à la Herrmann et je croque du trotskysme, etc...

Mais un article, qui a retenu particulièrement notre attention, à nous ajistes, est intitulé: M. Morice en veut aux ajistes.

Tiens, tiens, nous sommes-nous dit, un article intéressant pour des ajistes. Pas du tout! C'est un véritable faux policier, et son auteur n'a même pas le courage de le signer.

Je dois tout d'abord dire que je ne suis pas toujours d'accord avec la direction réformiste du M.L.A.J. et n'ai absolument aucune sympathie pour Morice, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse d'un gouvernement bourgeois, mais les accusations de la *Bataille Socialiste* sont vraiment ecœurantes.

En effet, cet article de la *B. S.* accuse le M.L.A.J. d'être favorisé par M. Morice pour la création bureaucratique de la F. F. A. J. et traite le M.L.A.J. d'infime minorité des ajistes. Bien entendu, amalgamant le tout, la *Bataille Socialiste* écrit:

« Or, les Statuts de la Fédération proposés par M. Morice sont tels qu'ils reviennent à donner le monopole des Auberges de Jeunesse française à un seul mouvement, le M.L.A.J. qui ne représente qu'une toute petite minorité soutenue seulement par le Syndicat National des Instituteurs, et l'on comprendra l'orientation qu'elle implique en constatant que ce projet fut soutenu surtout par *Franc-Tireur*, sous la signature de M. Rousseau, trotskyste connu, bien en cour dans les milieux S.F.I.O. (*sic*)... »

L'auteur inconnu de cet article oublie-t-il que, dès 1946, le M.L.A.J. sonnait l'alarme au sujet de cette fameuse Fédération, danger de bureaucratisme et de pression gouvernementale. A ce moment le M.L.A.J. était seul à combattre ce projet; l'U.J.R.F. s'alliant aux chrétiens et à l'U.F.A.J., organisme de gestion technique gouvernementale, était à ce moment pour le projet.

Et c'est au moment où les concessions du gouvernement, sous la pression du M.L.A.J., amènent le projet sur une plate-forme plus progressive que l'U.J.R.F. et les autres organismes catholiques et techniques en présent pour quitter le Comité de fondation de la Fédération et le laisser supporter au seul organisme qui l'avait toujours combattu.

Et la *B. S.* pourrait: « Aujourd'hui, les organisations d'auberges et mouvements vraiment représentatifs de la jeunesse ont rompu les pourparlers et créé un Comité National d'action pour les A.J. »

Dans ce Comité se trouvent: le C.L.A.J., la L.F.A.J., l'O.C.A.J., l'U.F.A.J., l'U. P. O. J., l'Association catholique de la jeunesse française, Conseil protestant de la jeunesse, Fédération du Tourisme populaire, l'U.J.R.F., Tourisme et Travail, Touring-Club de France, etc... Et les faux continuent.

Je rappellerai d'abord que le C.L.A.J.-P.A. n'a pas pris position sur la Fédération à son dernier Congrès et que cette question sera décidée lors d'un Congrès extraordinaire qui se tiendra au courant de mars.

Et je demanderai à ce faussaire en quoi le Touring-Club de France, organisation des bourgeois campeurs amateurs, est-il plus représentatif que le M.L.A.J. et les Eclaireurs de France dans le domaine des A.J.? Et que dire de l'U.P.O.J., de « Tourisme et Travail », et autres fanfêmes de propagande commerciale-confessionnelle?

Pour le Groupe ajiste de Taverny,
Lucien QUILLET.

COMBAT à "COMBAT"

A la Société à Responsabilité Limitée du journal COMBAT, la majorité des voix a débarqué Claude Bourdet de ses fonctions de Directeur du journal. Déclaration et réponse; affiche; poursuites... Il y a décidément une affaire COMBAT.

De quoi s'agit-il? Ce journal, né de la « Résistance », vivait depuis deux ans et demi sous la direction politique de Cl. Bourdet et avec le concours financier de M. Smadja, gros capitaliste tunisien. Mais, dans le développement de la situation française et mondiale, les capitaux de M. Smadja s'orientèrent de plus en plus à l'opposé des idées de Cl. Bourdet. La rupture devint inévitable. M. Smadja l'a emporté grâce aux votes de H. Frenay et autres porteurs de parts.

Première leçon: impossibilité pour un quotidien d'être vraiment indépendant s'il n'est pas l'organe d'une véritable organisation; faute d'une telle base, l'argent reste le maître, que ce soit ouvertement en la personne d'un capitaliste, ou indirectement, comme cela est montré à chaque scandale.

Deuxième leçon: l'unité de la « résistance » se brise dans le dernier bastion où elle s'était retranchée. COMBAT porte en exergue: « De la résistance à la révolution. » Pour les uns, la résistance exprimait la volonté de transformation sociale. Pour d'autres, elle exprimait tout autre chose. La révolution et la contre-révolution ne peuvent cohabiter sous une même enseigne.

"LA VÉRITÉ" a besoin de vous

LES efforts de tous nos camarades et sympathisants ont permis jusqu'ici de faire vivre notre journal au travers d'une série de campagnes financières.

Parallèlement, l'élargissement de notre diffusion a permis de réduire considérablement notre déficit.

Actuellement, beaucoup de nos camarades sont en grève et l'ensemble de notre Parti est engagé dans les luttes en cours. Il faut à tout prix que les souscriptions de nos lecteurs et sympathisants viennent soulager ces camarades dans le soutien qu'ils apportent à notre journal.

Nous ne pouvons engager une nouvelle campagne dans les circonstances actuelles. Mais cependant tous ceux qui veulent que la voix du trotskysme se fasse largement entendre doivent nous apporter leur soutien.

Déjà plusieurs camarades nous ont envoyé des souscriptions exceptionnelles qui dépassent actuellement 10.000 francs.

Il faut que dès le prochain numéro nous puissions publier une longue liste de souscriptions.

Seuls vos gros sous peuvent nous permettre d'accomplir notre tâche.

AU CERCLE LÉNINE

L. DELMAS, retour de Yougoslavie

Le 24 février, à l'appel du Cercle Lénine, 250 travailleurs étaient venus écouter Louis Dalmas leur parler de la Yougoslavie. L'orateur, qui fut le premier journaliste français à interviewer Tito et qui séjourna un mois en Yougoslavie, apporta d'intéressantes précisions sur les conditions de vie des travailleurs yougoslaves et sur leurs réalisations. Réfutant les calomnies staliniennes, il montra tous les côtés progressifs de l'expérience en cours. En réponse à des questions posées par des auditeurs, il fut amené à apporter des précisions sur la question de l'éventail des salaires — infiniment moins étendu, par exemple, qu'en U.R.S.S. — et sur celle de la collectivisation des campagnes qui ne cesse de progresser. Dans une brève intervention, notre camarade Privas, Secrétaire du P.C.I., souligna l'importance de la rupture de Tito avec le Kremlin et appela les travailleurs français à la solidarité avec le peuple yougoslave.

Signalons qu'une cinquantaine de staliniens, qui tentaient de saboter la réunion, furent immédiatement expulsés par le service d'ordre avant d'avoir pu créer le moindre trouble. Ce qui permet à l'Humanité d'écrire, avec sa bonne foi coutumière, dans son numéro du 27 février, que les Partisans de la Paix ont imposé silence aux titistes. Nul doute que les « Partisans de la Paix » n'aient trouvé l'ironie un peu amère et certains auront peut-être compris à la lecture de cette note de l'Humanité, qu'il faut être quelque peu sceptique sur la façon d'informer de ce journal. Mais ils sont certainement convaincus que nous saurons imposer l'ordre dans nos réunions, même quand il s'agit de la Yougoslavie.

SOUSCRIPTION SIM

15e cellule, R. P., 1.000; Bon, 200. — Total: 1.200 francs.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI!
PRIX DE L'ABONNEMENT

1 an (24 num.): France	200 fr.
1 an: Colonies, par avion:	
Afrique du Nord	300 fr
A. O. F.	440 fr.
Indochine.	680 fr.
1 an: Etranger	350 fr

LA VIE DU PARTI

RÉGION PARISIENNE

Dans les corporations en grève, tous nos camarades sont dans la lutte

Dimanche 12 mars, Assemblée Régionale: « La situation dans la grève », à 15 heures, Sociétés Savantes. Nous demandons à nos camarades de prendre leurs dispositions pour assister à cette Assemblée que nous avons organisée assez tard dans l'après-midi, *afin que tous puissent venir, quel que soit leur moyen de transport.*

La Région Parisienne prépare actuellement son Congrès.

Prévu pour les 11 et 12 mars, nous l'avons reculé, du fait de la situation créée par les grèves. Il se tiendra les samedi 15 et dimanche 16 avril.

Toutes les cellules de la Région discutent actuellement du rapport d'Activité et d'Orientation qui marque les progrès importants qui ont eu lieu dans la Région depuis son dernier Congrès.

LYON

La cellule du P.C.I. de Lyon a organisé, le 25 février, une réunion de sympathisants sur la question de la Yougoslavie. Plus de vingt participants. Après l'exposé du rapporteur, il y eut une bonne discussion et il fut décidé de tenir une nouvelle réunion au début de mars.

FINISTERE. — Assemblée Régionale samedi soir 18 et dimanche 19 mars, à Quimper. Présence indispensable des isolés.

AVANT LE 12e CONGRÈS DU P. C. F.

...la discussion est ouverte

C'EST à Pâques que se tiendra, à Gennevilliers, le 12e Congrès du P.C.F. et, dans ses deux derniers numéros, *France Nouvelle* consacre plusieurs articles à la préparation de la Conférence Fédérale de la Seine, qui précédera le Congrès. Trois de ces articles ne présentent que peu d'intérêt si ce n'est, toutefois, que l'un d'eux insiste sur la baisse de la vente des hebdomadaires fédéraux staliniens.

Par contre, le dernier de ces articles (numéro du 25 février), signé d'André Souquière, mérite de retenir notre attention.

Insistant sur la nécessité d'intensifier l'action contre la guerre, Souquière écrit, en effet: « *Pour être féconde, la discussion doit être large* » et il cite une circulaire du Secrétariat fédéral qui s'exprime en ces termes:

« *Pour élargir encore cette discussion qui ne peut être que profitable à la grande cause de la Paix, le Secrétariat fédéral fait appel à tous les communistes de la Fédération pour qu'ils contribuent à la préparation de ces importants Congrès.*

La discussion est ouverte. »

Nous ne pourrions, évidemment, que nous féliciter du souci de démocratie du Secrétariat fédéral de la Seine et de sa décision de publier, dans un Bulletin spécial, tous les articles ou lettres qui lui seraient envoyés par des militants de base. Mais où Souquière montre le bout de l'oreille, c'est lorsqu'il consacre le dernier, et le plus long paragraphe de son article au « choix des sujets des discussions ». Ceux-ci sont, nous dit-on, laissés au libre choix des militants. Ce qui n'empêche pas, toutefois, Souquière d'en citer quelques-uns qui pourraient, selon lui, être utilement abordés. Par exemple, « *la lutte à mener chez S.N.E.C.M.A. Kellerman contre les réparations de moteurs d'avions à destination de l'Indochine* » ou la question du travail des femmes, celle des cartes de sympathisants et celle des cellules d'entreprises. D'autres encore. Par exemple:

« *Les communistes de cette grosse entreprise qu'est Citroën ont-ils été aidés comme il convient par la Fédération? Qu'ils donnent leur avis et le Parti ne s'en portera que mieux.* »

« *Comment faire pour mieux aider les Combattants de la Paix et de la Liberté en développant les Conseils communaux?* »

Et enfin: « *Tel autre pourra contribuer à la discussion en donnant son avis sur la répartition du matériel dans les cellules.* »

Et, conclut Souquière, « *on doit, c'est bien évident, en ajouter beaucoup d'autres* ».

Bien sûr. Pourquoi ne pas poser, par exemple, la question de l'attitude de la direction du P.C.F. à l'égard de la guerre du Viet-Nam jusqu'au moment du départ des ministres staliniens du gouvernement? Ou celle de la politique du « produire d'abord » et des raisons qui ont motivé l'abandon de cette politique? Ou celle, encore, des luttes ouvrières depuis 1945 et des mots d'ordre lancés à différentes époques par la direction stalinienne pour faire triompher — ou échouer — ces luttes? Et s'il est intéressant de discuter sur la répartition du matériel dans les cellules, il ne le serait certainement pas moins de discuter sur le contenu de ce matériel. Comment expliquer, en effet, qu'au moment où la classe ouvrière était unie, la direction stalinienne freinait systématiquement ses luttes et qu'elle a attendu le moment où le P.C. était affaibli et isolé et l'unité syndicale rompue pour passer à des offensives limitées et fragmentées ou pour entreprendre des épreuves de force dans les plus mauvaises conditions? Ce sont tout de même là des questions d'importance qu'il y aurait le plus grand intérêt à discuter dans les rangs du P.C.F. Et ce n'est certainement pas par hasard que Souquière les a « oubliées ».

Curieuse démocratie, à la vérité, que celle qui, après avoir annoncé que « la discussion est ouverte », prétend limiter cette discussion aux questions les moins importantes et ne permet jamais que soient soulevés les problèmes politiques dont dépend l'avenir du mouvement révolutionnaire! Comme l'écrit prudemment Souquière, « *l'essentiel n'est pas le problème soulevé, mais le ou les moyens à employer pour le résoudre...* ». Discussion? Si l'on veut, mais il ne saurait être question de mettre en cause la ligne du Comité Central. Et c'est tellement vrai que, toujours selon Souquière, le meilleur moyen de « parfaire aux questions du moment », c'est de « s'inspirer » des discours de Maurice Thorez.

Pour notre part, nous ne nous faisons évidemment aucune illusion sur les résultats qui peuvent sortir d'un Congrès fédéral ou national du P.C.F.

Mais puisque, aussi bien, on affirme aux ouvriers communistes de la base que la « discussion est ouverte », que ceux-ci prennent leurs responsables au mot et posent les véritables questions politiques. C'est ainsi, et ainsi seulement — et non en masquant les véritables problèmes — qu'ils pourront aider la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme.

PROVOCATIONS POLICIÈRES A PUTEAUX

Depuis plusieurs semaines, des travailleurs nord-africains vendent leur journal, *L'Algérie Libre*, au marché de Puteaux.

Le titre de ce journal et son contenu n'ont pas dû plaire au gouvernement et dimanche dernier, les flics arrêtaient les uns après les autres les vendeurs de ce journal anticolonialiste.

La présence, désormais permanente, d'une vingtaine de flics sur le marché empêcha une réaction immédiate des travailleurs de Puteaux.

Les dimanches à venir, les travailleurs de Puteaux ne tolèreront pas de pareilles provocations et protégeront ceux qui dénoncent à juste titre les exactions des colonialistes en empêchant les arrestations arbitraires et en faisant connaître la lutte des prolétaires nord-africains aux travailleurs de France.

FÊTE
de " JEUNE RÉVOLUTION "
organe
du « Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse »
DIMANCHE 2 AVRIL
(10, rue de Lancry)
De 15 à 19 heures:
— Du Théâtre d'Avant-Garde
— Des Marionnettes
— Des chants révolutionnaires.
De 19 heures à minuit:
— Orchestre et Bal
— Intermèdes surprises.
Fête: 100 fr. — Fête et Bal: 150 fr.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le
24 MARS 1950

Ephémérides

13 décembre 49. — E. Kardelj prononce devant l'Académie des Sciences de Slovénie un discours d'une grande importance (1) sur « l'avenir de la science marxiste-léniniste ». Il y dénonce la transformation du marxisme en *dogmatisme et en pragmatisme* vulgaire par les staliniens, la théorie devenant ainsi la « servante d'une bureaucratie utilitaire et dépourvue de principes ». Il dénonce le « culte fétichiste de l'Etat qui, avec l'appareil de ses dirigeants, est posé en interprète infaillible de la vérité absolue ». Le P.C.Y. a une politique différente: il *ne considère pas « la création scientifique comme une espèce de complément de l'appareil d'Etat ».* Il estime que les travailleurs scientifiques « doivent être libres dans leur création, précisément parce que, *sans heurt d'idées, sans discussion scientifique, sans critique et sans vérification par la pratique des positions théoriques, il n'y a pas de progrès* ». Il condamne la conception russe de « l'esprit de parti » dans la science.

3 janvier 1950. — Le C.C. du P.C.Y. définit le but de l'enseignement: « Eduquer dans les écoles l'homme socialiste nouveau, libre et courageux, dont les conceptions sont larges et variées, auquel le bureaucratisme et la rigidité de pensée sont étrangers. » Ce but sera atteint « en amplifiant la lutte des opinions, en développant l'initiative dans tous les domaines, en échangeant librement des expériences pratiques et des conceptions sur la ligne de l'édification socialiste dans notre pays ».

Rapporteur sur cette résolution, M. Djilas affirme que, contrairement à ce qu'on croit en U.R.S.S., la pensée ne peut être l'objet « d'une planification quelconque ». « Dans un Etat socialiste », précise-t-il, « l'appareil administratif ne peut exercer un monopole idéologique sans enfreindre les principes de la démocratie populaire, sans limiter l'initiative des masses, sans diminuer par là même l'ampleur de la lutte salutaire livrée aux vestiges du passé ». La lutte contre le Kominform « a pris une ampleur exceptionnelle, elle a éveillé des forces nouvelles et libéré la pensée créatrice. Les marxistes et, plus généralement, les milieux progressistes de notre pays ont le sentiment *d'être débarrassés d'une sorte de garrot, qui, à leur insu, tenait emprisonné leur esprit* ».

Le budget de l'« instruction et culture populaire » s'accroît de 60 % en 1950, par rapport à 1949 (alors que la croissance du budget total n'est que de 7 %).

11 janvier. — Des « conseils ouvriers » sont créés dans les usines. Ils sont élus pour un an par tous les ouvriers et employés syndiqués ou non, au scrutin secret. Ces organismes consultatifs ont, parmi leurs attributions, celle d'influer « pour une bonne rémunération des ouvriers et employés ». Ils sont responsables devant leurs électeurs, et, en cas de conflit avec le directeur de l'entreprise peuvent faire appel aux instances supérieures.

15 janvier. — « Il n'est pas suffisant que les masses ne participent au pouvoir que par l'intermédiaire de leurs représentants élus aux Comités populaires et aux Assemblées nationales. Si nous en restions là, *nous serions bien plus une démocratie parlementaire qu'une démocratie populaire socialiste.* Les travailleurs... doivent prendre part à l'administration de l'Etat... également par l'intermédiaire des Commissions, des Conseils de citoyens auprès des Comités populaires, etc... Toute cette activité doit être *continuellement développée et popularisée dans les masses.* »

25 janvier. — « La participation consciente accrue des masses dans l'administration de l'Etat et dans la direction de l'économie constitue, en réalité, selon Marx et Lénine, la condition de l'édification de la société socialiste et de l'existence de la démocratie socialiste », déclare Djilas.

Au cours du mois de *janvier*, une « *ordonnance sur la stabilisation de la main-d'œuvre* » décide la conclusion de contrats de travail pour une durée d'au moins six mois pour les ouvriers de l'industrie; la rupture unilatérale du contrat pourra entraîner la suppression de la carte d'alimentation.

D'autre part, le Conseil central des Syndicats yougoslaves adresse un *appel au mouvement ouvrier international* protestant contre la campagne antiyougoslave du Kominform.

Enfin, une *nouvelle loi électorale* est adoptée, en vue des élections du 23 mars. D'après cette loi, le scrutin de liste est abandonné pour les élections au Conseil fédéral; les députés seront élus à la majorité absolue dans chaque circonscription. Ce système « permet à la grande masse des électeurs de participer à la désignation des candidatures, alors qu'avec le système des listes, celles-ci étaient en fait décidées par une minorité de dirigeants », déclare Kardelj, qui affirme à cette occasion:

« L'expérience des pays socialistes a démontré que la lutte [contre le bureaucratisme] doit être menée d'une façon consciente et sans relâche, aussi bien d'en bas, par le développement de l'esprit critique et de l'initiative des masses, que d'en haut, par l'opposition constante aux tendances bureaucratiques et centralisatrices. Lorsque cette lutte faiblit, *lorsqu'on laisse les choses aller d'elles-mêmes*, le bureaucratisme prend le dessus et freine le développement du pouvoir populaire — c'est ainsi qu'en dépit de la propriété collective des moyens de production naissent toutes les tendances antidémocratiques possibles. *C'est là et pas ailleurs qu'il faut chercher les raisons profondes de la politique réactionnaire adoptée par le Kominform envers notre pays.* »

6 février. — Kidritch expose, devant le Président de l'Assemblée nationale, le projet de loi sur la décentralisation de l'économie. Après les textiles, le cuir et le caoutchouc, la production d'électricité et celle de charbon ont vu leur gestion remise aux administrations des six républiques fédérées, qui ont elles-mêmes transféré de nombreuses entreprises aux Comités populaires d'arrondissements. Cette évolution sera poursuivie; à la tête des secteurs économiques seront placés des Comités composés de représentants des gouvernements des républiques et des représentants du gouvernement fédéral.

« Karl Marx a souligné », déclare Kidritch, « qu'un sérieux danger intérieur existe pour le socialisme: la bureaucratie et le bureaucratisme. Il s'agit ici, en premier lieu, *du bureaucratisme en tant que phénomène so-*

Numérisation CERMTRI

De notre correspondant New-Yorkais : Charles Hanley

La grève des mineurs américains

New-York, le 20 février 1950. — En 1948, le Président Truman fut élu grâce aux votes de la majorité des travailleurs, auxquels il avait promis de faire une opposition énergique à la loi anti-ouvrière Taft-Hartley (1). Cela ne l'empêche pas de se servir maintenant pour la huitième fois de cette loi infâme, — et pour la troisième fois contre les mineurs. Après plusieurs semaines d'hésitation, dûe à des considérations électorales, la défense directe des intérêts de classe de la bourgeoisie l'a emporté sur la démagogie destinée à calmer les ouvriers et à gagner leurs suffrages. C'est d'ailleurs symptomatique de toute la politique intérieure de Truman, qui aime parler en ami des travailleurs et faut toujours par agir contre eux en bon représentant du Capital.

Vers la fin du mois de janvier, à la demande des patrons, Robert Denham, Conseiller général de l'« Office National pour les Relations avec les Travailleurs », a porté plainte contre le U.M.W. (Syndicat des Mineurs) pour « méthodes et revendications illégales ». C'était là une intervention du gouvernement, bien qu'elle fût soi-disant « indépendante » de l'action présidentielle.

Le 6 février, Truman proclama un « *état d'alerte* » concernant la situation dans les mines et chargea une Commission d'enquête de lui rapporter les « faits » le 13 février. Il s'agissait là d'une première étape dans la procédure prévue par la loi Taft-Hartley pour liquider les conflits entre travailleurs et patrons ayant une importance nationale. Les mineurs comprirent très bien ce qui se préparait et répondirent en généralisant leur grève. Avant le décret de Truman, 100 000 mineurs se trouvaient en grève; actuellement il y en a 370.000. Ils avaient déjà refusé de suivre une « recommandation » que le Président leur avait adressée une semaine plus tôt, — celle de retourner « volontairement » au travail pour 70 jours, aux conditions de l'ancien contrat (qui avait expiré en juin dernier), pendant qu'une Commission d'enquête nommée par le Président étudierait leurs revendications (et pendant que les patrons pourraient tranquillement reconstituer leurs stocks et renforcer leur position...).

Les manœuvres du Président encourageèrent immédiatement les capitalistes qui rompirent, après 48 heures, les nouveaux pourparlers avec le U.M.W. Pourtant, ils avaient eux-mêmes demandé ces négociations! La perspective d'une prochaine application de la loi Taft-Hartley renforça leur résistance; ils comptaient dès lors sur l'intervention du Président et des tribunaux pour briser l'esprit de lutte de l'U.M.W.

Pourquoi John Lewis, Président de l'U. M. W., repousse-t-il toute commission d'enquête? « Les mineurs, dit-il, ne désirent pas que trois personnes étrangères à leur corporation, mais nécessairement mal informées, fixent leurs salaires, définissent leur standard de vie et limitent les possibilités de leurs enfants en matière d'éducation. Les mineurs croient qu'ils ont le droit de considérer par eux-mêmes ces questions vitales et qu'on ne devrait octroyer à aucun étranger... le pouvoir de décider de leur vie. » Il mit le Président en garde contre des mesures coercitives, contre une violation de la constitution, — contre le travail forcé dans les mines.

Mais Truman franchit la première étape de la procédure Taft-Hartley après l'échec de sa « recommandation », et fit adresser à Lewis et à l'U.M.W. une « *injonction* » de la Cour Fédérale, leur ordonnant de renoncer aux revendications « illégales » en matière de contrat et de retourner au travail. Cette double injonction du 11 février, basée sur la loi Taft-Hartley, fut accueillie avec joie par les capitalistes. Elle obligea Lewis à ordonner la reprise du travail à tous les membres de l'U.M.W. afin d'éviter une lourde amende (comme celle qui lui fut infligée en 1948 qui s'éleva à 1.400.000 dollars) et d'autres sanctions graves.

Il faut comprendre que Lewis n'entend pas capituler, mais tout simplement qu'il ne désirait pas être accusé d'avoir « méprisé la Cour de Justice », accusation qui permet à la bourgeoisie d'utiliser à fond son appareil judiciaire contre le Syndicat. Les mineurs, eux, l'ont bien compris; et leur *refus* de suivre l'ordre de Lewis ne *signifie pas* une révolte contre Lewis, mais plutôt une révolte contre les mesures gouvernementales et judiciaires. C'est là un fait important.

Jusqu'à présent, les nouvelles négociations que le gouvernement a organisées entre l'U. M. W. et les patrons des houillères n'ont pas abouti à un accord. A la suite des menaces des juges fédéraux, Lewis a ordonné une deuxième fois le retour au travail; et pas plus que la première fois, les mineurs n'ont obéi à cet ordre. La grève continue, malgré toutes les menaces, malgré les injures de la presse réactionnaire, après huit mois de lutte: « *Pas de contrat, pas de travail!* », disent les mineurs. Et les capitalistes commencent à demander que le gouvernement réquisitionne les mines (et les mineurs), et que le F.B.I. (Police Fédérale Secrète) fasse une enquête...

Bien que Lewis ait deux fois donné l'ordre de reprise du travail, le gouvernement vient d'intenter à l'U.M.W. des *poursuites judiciaires* pour avoir « méprisé la Cour de Justice » en continuant la grève après l'injonction du 11 février. En outre, il prépare une nouvelle injonction, interdisant toute grève des mineurs pour une durée de 80 jours. La lutte de classe s'aiguise de plus en plus.

Le gouvernement s'est mis *ouvertement* du côté des capitalistes en intervenant en leur faveur; les mineurs doivent faire face à un puissant front unique de la bourgeoisie. Néanmoins les dirigeants de l'A.F.L. (groupant surtout des ouvriers qualifiés) refusent de venir en aide aux mineurs. Le C.I.O., par contre, a offert son appui juridique à l'U. M. W. en mettant ses avocats à la disposition de celui-ci; sous la pression de la base, le Syndicat C.I.O. de l'acier (dont le Président Phil. Murray est aussi le Président du C.I.O.) a mis 500.000 dollars à la disposition de l'U.M.W., promettant que d'autres dons suivront. « La guerre que l'on mène aujourd'hui contre *leur* Syndicat (celui des mineurs), peut demain être dirigée contre *votre* Syndicat (celui de l'acier) et tous les autres... », a dit Murray aux militants de son organisation; mais il se garde bien de dénoncer la politique anti-ouvrière de Truman à laquelle il reste inféodé. La défense des Syndicats exige précisément une lutte pour l'abrogation de la loi Taft-Hartley et la rupture avec Truman, défenseur des capitalistes, qui applique leur loi anti-ouvrière.

Le *Socialist Workers Party* (trotskyste) demande la convocation d'un Congrès de toutes les organisations ouvrières américaines pour élaborer un *programme commun* de lutte *contre la loi anti-ouvrière* (et la politique anti-ouvrière du gouvernement en général). Un tel Congrès constituerait un pas important vers l'organisation politique de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

Aux dernières nouvelles, la résistance des mineurs américains aurait abouti à la victoire, par la signature d'un nouveau contrat.

(1) Imposée en 1947 par le Parti Républicain.

Epuration dans le P. C. Tchécoslovaque

Après plusieurs jours de retard, la presse tchécoslovaque a enfin donné, le 2 mars, un compte rendu sommaire des travaux de la dernière session du C.C. du P.C. tchèque et en particulier du rapport moral présenté par Kopriva.

Le rapport fait état de « graves déviations titistes » qui se seraient manifestées au sein du P.C.T. et apporte des précisions intéressantes sur leur ampleur. Kopriva a confirmé que Wilem Nouy, ancien rédacteur en chef de Rude Pravo, *organe central du parti, et ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, qui avait été destitué de ses fonctions il y a deux mois, avait été également exclu du parti. Nouy est accusé d'avoir manqué de « vigilance révolutionnaire », ayant communiqué de nombreux rapports secrets à un « étranger ».*

Kopriva a éclairci, d'autre part, le mystère qui entourait la disparition de Milan Reiman, ancien chef de cabinet du Président du Conseil Zapotocky: « Reiman, a déclaré Kopriva, avait pris l'habitude de demander au nom du premier ministre, et à son insu, communication de documents et de plans importants sans l'en aviser. Ces documents n'intéressaient pas ses fonctions de chef de cabinet du premier ministre. Quand on lui demanda d'expliquer sa conduite, Reiman se suicida. »

Kopriva annonça que plusieurs groupes « qui étaient les agents de la trahison titiste » ont été découverts dernièrement. Ils avaient reçu du ministre yougoslave Ranbovitch l'ordre « d'introduire le système de Tito dans le pays de façon que nous soyons soumis aux agents de Tito et aux impérialismes anglo-américains ».

Il se peut qu'un procès à la Rajk et Kostov soit bientôt monté à Prague, pour consolider davantage cette version de la crise dans le P.C.T. et au cours duquel Field apparaîtrait à côté des accusés tchécoslovaques et d'un Yougoslave quelconque, afin que l'amalgame désormais classique de ces procès soit au complet.

Le Kremlin espère ainsi réussir en Tchécoslovaquie comme en Hongrie ou en Bulgarie le même coup qui consiste à discréditer et à briser les tentatives d'opposition manifestées au sein des partis communistes contre sa politique d'exploitation des pays du glacis au profit de la bureaucratie soviétique, en présentant ces tentatives d'opposition comme des entreprises des agents impérialistes étrangers.

Comme, d'autre part, la résistance manifestée par certains éléments des partis communistes à la politique de « russification » du Kremlin, est grandement encouragée par l'exemple de la Yougoslavie, affranchie de la tutelle de Moscou, il est nécessaire pour le Kremlin d'interposer entre les agents impérialistes et la résistance intérieure le choc-non yougoslave, pour compléter l'amalgame et tenter de discréditer du même coup la Yougoslavie.

Cependant, cette technique grossière, dans laquelle se mêlent la calomnie et le crime, à force d'être employée de Sofia à Prague et de Tirana à Varsovie, et de l'être de plus en plus souvent, se retourne inévitablement contre le Kremlin, en aggravant la désaffection des masses à son égard et en renforçant les courants d'opposition dans les partis communistes de tous ces pays.

Yougoslaves

ciat dans l'édification socialiste », c'est-à-dire que « la démocratie populaire... commence à être supplantée par une bureaucratie de plus en plus large qui, simultanément, *s'écarte de plus en plus du processus de production et s'élève au-dessus de lui comme son tuteur parasite...* Il serait naïf de penser que... les tendances au bureaucratisme puissent être liquidées par un décret... [Sans une lutte systématique], *l'édification socialiste dégénère en Etat bureaucratique* ».

20 février. — Devant 50.000 personnes, Tito dénonce la pression qu'exercent les capitalistes américains sur la Yougoslavie, en faisant traîner en longueur les demandes d'emprunts yougoslaves. Il souligne la collusion du Kominform et de la réaction américaine contre la R.F.P.Y. « Nous n'accepterons jamais que l'on marchande avec nos principes », affirme-t-il. « Nous sommes un Etat socialiste, nous sommes des communistes, nous bâtissons un Etat socialiste, le socialisme. Et en cela, nous ne céderons pas, et nous ne ferons aucune concession, même pas dans notre politique extérieure... Nous irons plutôt en haillons, aussi longtemps que nous n'aurons pas créé avec nos propres forces ce qui nous est nécessaire... Toute attitude différente de notre part se vengerait terriblement... Nous ne nous trouvons dans aucun camp, nous ne faisons partie d'aucun bloc. »

22 février. — Sur la demande de Ho Chi Minh, le gouvernement de la R.F.P.Y. reconnaît la République du Viet-Nam.

26 février. — Borba étudie « la vraie signification du pacte sino-soviétique ». « En septembre 1944, affirme Borba, Molotov s'entretint au sujet de la Chine avec l'ambassadeur américain Harriman, avec le représentant du Président Roosevelt, Donald Nelson, et avec le général Harley. En avril 1945, Staline et Molotov s'entretinrent avec le général Harley en vue de fixer les lignes de la politique commune qu'ils devaient suivre en Chine. Lors de ces entretiens, les dirigeants soviétiques étaient d'avis qu'en Chine, certains hommes se disaient communistes, mais qu'ils n'avaient aucun lien avec le communisme et par conséquent n'étaient pas de vrais communistes. D'après l'opinion exprimée alors par les dirigeants soviétiques, Tchang Kaï Chek était « un patriote sincère » et l'U.R.S.S. approuvait la politique de soutien de son gouvernement, préconisée par Roosevelt avec l'approbation de Churchill et Eden.

« Le traité U.R.S.S.-Tchang Kaï Chek d'août 1945 et le conseil donné presque simultanément au P.C. chinois de rechercher à tout prix un compromis avec les nationalistes étaient la conséquence logique de cette attitude, ou, à vrai dire, le résultat des illusions sur la durée de la collaboration avec les U.S.A. et les possibilités de partager avec eux les sphères d'influence ».

« Le crédit de 300 millions de dollars est un geste symbolique plutôt qu'autre chose... Ou bien l'U.R.S.S. ne peut pas, ou bien elle ne désire pas aider à la rénovation économique et au développement de la Chine, sans doute l'un et l'autre.

« La Chine remboursera le crédit à l'U. R. S. S. sur la base des prix du marché mondial. En tant que pays où la productivité du travail est extrêmement faible, où la main-d'œuvre est bon marché, la Chine se trouvera nécessairement, si elle commerce avec l'Union Soviétique sur la base des prix mondiaux, dans la position de partenaire exploité, et une part de l'accumulation qui devrait revenir au peuple chinois ira en U.R.S.S. »

« Le peuple yougoslave, affirme Borba, est arrivé au pouvoir par la même voie que le peuple chinois, en s'appuyant surtout sur ses propres forces, en poursuivant une lutte sans merci, sans égard aux conseils de ceux qui le poussaient vers un compromis. »

27 février. — Devant le IIIe Congrès du Front Populaire de Serbie, Tito, « au sujet de la déception de certains milieux, dûe au fait que les partis qui existaient naguère ne se présentent pas aux élections », déclare « que leur temps est révolu et ne reviendra jamais plus ».

« Pour quiconque désire réellement apporter son aide, ajoute-t-il, voilà le programme de l'édification socialiste dans notre pays, le programme d'exécution du plan quinquennal. »

28 février. — Au cours d'un meeting électoral à Maribor, centre industriel de Slovénie, E. Kardelj souligne « que les peuples de Yougoslavie, dans leur voie de l'édification du socialisme, qu'ils conçoivent comme le processus *d'un développement de plus en plus large de la démocratie socialiste, et non pas comme la caserne à laquelle ressemble aujourd'hui le socialisme kominformiste*, doivent savoir clairement... qu'aux efforts des peuples yougoslaves s'opposeront toutes sortes de survivants de l'ancienne Yougoslavie vivant dans les pays capitalistes, le capital étranger qui n'a pas encore cessé d'espérer restaurer son ancienne position privilégiée, et la politique kominformiste.

« Le blocus kominformiste a fait subir à la Yougoslavie des dommages considérables en 1948-49, mais les dirigeants kominformistes se sont trompés en pensant qu'ils allaient de ce fait mettre le peuple yougoslave à genoux.

« Notre pays n'a pas besoin d'opposition capitaliste [aux élections] car nous ne sommes pas hypocrites et nous déclarons ouvertement qu'aucun homme laborieux et conscient de notre pays ne pense même à permettre le retour à l'ancien régime, au capitalisme... Les listes capitalistes ne nous sont donc pas nécessaires.

« Certains milieux réactionnaires de l'Occident, a poursuivi Kardelj, se livrent à des spéculations sur notre pays. Les uns pensent, et surtout ceux qui sont orientés vers la paix et non vers la guerre, que les pays capitalistes peuvent collaborer avec la Yougoslavie socialiste sur le plan économique, sans pour cela poser aucune condition politique ou économique inégale. Les autres sont d'avis... qu'il est nécessaire d'imposer des concessions politiques à la Yougoslavie, donc... *d'utiliser la pression kominformiste sur la Yougoslavie pour leurs propres intérêts.* »

(1) Nos lecteurs le trouveront dans le bulletin d'information yougoslave, n° 8, ou dans la revue *Esprit* de février 1950.

LA REEVALUATION DU ROUBLE

La presse soviétique annonce à grand fracas le retour du rouble à l'étalon-or, en même temps que sa réévaluation par rapport aux autres monnaies.

Entre 1934-1937, après une longue période d'inflation grandissante, le rouble fut au mains indirectement rattaché à l'or. A partir du 19 juillet 1937, sa valeur fut fixée par rapport au dollar. Aujourd'hui, explique Moscou, il s'agit de consacrer un état de fait: l'augmentation du pouvoir d'achat du rouble aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Il se peut que cette affirmation soit, du moins en partie, fondée, et en particulier que l'essor relatif de l'économie soviétique d'après-guerre, la production accrue de l'or (U. R. S. S. occupait déjà en 1936 la première place dans le monde pour son extraction) contribuent à la stabilisation et à la revalorisation de la monnaie soviétique. Dans quelles proportions exactement, il est difficile de le dire car les données statistiques manquent, aussi bien sur l'état général de l'économie soviétique que sur le réserve d'or actuelle de l'U.R.S.S. D'autre part, il ne faut pas oublier que la stabilité d'une monnaie est également fonction du prix de revient de la production. Par conséquent, pour savoir le degré de stabilité qu'il faut attribuer au rouble, et les garanties de maintien de cette stabilité existant actuellement en U. R. S. S., il faudrait connaître les prix de revient de la production soviétique par rapport aux prix mondiaux.

En l'absence de ces éléments concrets, il faut se contenter d'examiner les répercussions intérieures et extérieures de la réévaluation du rouble, ainsi que les buts recherchés par le Kremlin à travers cette opération.

La mesure a entraîné tout d'abord à l'intérieur de l'U.R.S.S. une baisse importante des prix de 10 à 30 %, baisse particulièrement avantageuse pour les populations urbaines et qui sera d'autant plus appréciée que les prix soviétiques, par comparaison avec le pouvoir d'achat des ouvriers soviétiques, étaient parmi *les plus élevés* mondialement. Courtade et S. Téry dans l'*Humanité* étaient triomphalement devant leurs lecteurs les pourcentages absolus de baisse des différents prix, mais ils évitent naturellement de donner en même temps quelques repères de comparaison avec les prix correspondants en France par exemple.

Or, voici ce que signifie cette baisse, en tenant compte d'un côté du salaire moyen de 250 roubles par mois (soit 21.815 francs selon le nouveau taux) d'un manœuvre soviétique, et d'autre part des prix de quelques marchandises caractéristiques:

Le 1er mars, un kilo de beurre coûtait encore à Moscou 39 roubles (soit 3.403 fr. selon le nouveau taux);

Une chemise, 80 roubles, soit 6.980 fr.;

Un costume d'homme, 1.300 roubles, soit 113.438 francs.

En admettant que la baisse maxima de 30 % porte sur toutes ces marchandises, ces prix deviennent respectivement pour un kilo de beurre, une chemise et un costume d'homme, 2.380 francs, 4.886 francs, 79.407 fr. Ce n'est pas encore le manœuvre soviétique qui pourra les acheter, mais seulement les couches privilégiées des ouvriers et surtout les membres de la bureaucratie.

Dans le domaine des conséquences extérieures, la plus importante de beaucoup semble être la tentative de Moscou d'imposer sa monnaie (et non pas le dollar) dans les relations entre l'U.R.S.S. et les pays du bloc oriental, ainsi que dans les relations intérieures entre les divers pays qui constituent ce bloc, et même peut-être comme monnaie tout court pour ces pays, réalisant ainsi leur incorporation dans un marché monétaire unique.

M. P.

L'IMPERIALISME FRANCAIS A L'ŒUVRE

Le 9 janvier dernier, un millier d'étudiants et d'écoliers se réunissaient devant le Palais du soi-disant « Gouverneur du Sud Viet-Nam » pour demander la libération de leurs

camarades arrêtés et incarcérés à la Maison Centrale. Le fantoche Hien ayant donné l'ordre de tirer, huit manifestants furent tués. Notre photographie représente le cadavre de l'un d'eux Tran Van On, membre de l'O.J.C.

L'Union Alsacienne PROTESTE

Les membres du Bureau de l'Union Alsacienne, réunis le 13 février 1950, à Strasbourg,

Après avoir été informés des récents événements en Afrique noire et tout particulièrement en Côte d'Ivoire,

Dénoncent devant les membres de l'O.N.U. et le monde civilisé, la politique de provocation et de répression perpétrée par les militaristes et colonialistes français;

S'inclinent devant les victimes innocentes de méthodes odieuses d'exploitation et de meurtre;

Adressent l'expression de leur solidarité aux malheureuses populations qui, dans la légalité, revendiquent leur droit inaliénable à une vie décente, à l'émancipation et à la liberté;

Saluent fraternellement les membres du Rassemblement Démocratique Africain, représentés notamment par M. Félix Houphouet-Boigny, député à l'Assemblée Nationale, Président du R.D.A. et M. Gabriel d'Arboussier, Conseiller de l'Union Française.

Pour le Bureau:
Signé: CHONT-LUCHON,
Expert, Président de l'Union Alsacienne.
Emile BASTIAN,
Pharmacien, Membre du Comité Directeur de l'Union Alsacienne.

RÉALISME SOCIALISTE...

« En Union Soviétique, on ne traite pas l'amour d'une manière mystique ou obscure comme le font les poètes cosmopolites décadents. Nous chantons comment un jeune homme devient amoureux d'une fille à cause de sa grande production industrielle. »

Stéphane PETROVIV,
poète soviétique.

LES 2 ANGLETERRES

(Suite de la page 1)

une circonscription où il disposait de fortes sympathies personnelles; chez les mineurs du pays de Galles, Pollitt passe de 15.000 à 4.000 voix. L'avocat Pritt, l'apologiste des procès de Moscou, est battu dans un fief ouvrier qu'il avait pendant longtemps transformé en son fief.

Le L. P., par rapport à 1945, gagne dans la classe ouvrière; il gagne aussi très légèrement chez les travailleurs agricoles; mais il a reculé parmi les petits-bourgeois. Cela a été visible notamment dans les circonscriptions dites « dortoirs » de la région londonienne où vivent les petits bourgeois qui sont employés dans les bureaux du Centre. Les réformistes qui prétendent ne pas effrayer les petits bourgeois suivent une politique qui précisément soulève les craintes et appréhensions de ceux-ci.

Aux élections du 23 février, le parti libéral avait tenté sa chance en présentant 400 candidats (avec une aide non dissimulée des Assurances). Sur le plan parlementaire, il est écrasé et le vote consacre sa fin politique: les Communes ne connaîtront désormais plus que l'ombre du parti de Gladstone et de Lloyd George.

⁂

Ce que les élections britanniques ont révélé d'une manière saisissante, c'est la polarisation du pays. « Les deux Angleterre », dont parle Disraëli, se sont montrées face à face: l'Angleterre impérialiste qui vit avec la nostalgie de sa grandeur révolue et l'Angleterre travailleuse qui se souvient des souffrances de ce passé et qui aspire au socialisme. Le choc entre elles est inévitable, mais vraisemblablement pas pour tout de suite: la machine parlementaire est arrivée à un point de fonctionnement dangereux, mais elle n'est pas encore faussée; les traditions parlementaires et démocratiques sont encore très puissantes; on recourra à de nouvelles élections pour essayer d'obtenir un Parlement stable.

Mais ce sont là des mesures d'ordre politique, et l'Angleterre va avoir de grands problèmes économiques à résoudre. Comment maintenir et augmenter les exportations sur des marchés qui vont diminuant? Comment maintenir le blocage des salaires devant le mécontentement grandissant des travailleurs? Il est probable que dans le L.P., après quelque temps où prévaudra le sentiment d'unité dans une situation délicate, les pressions en sens contraire se manifesteront avec une vigueur redoublée. L'aile droite, sous prétexte de guigner les voix libérales aux prochaines élections, voudra édulcorer davantage encore le programme du L.P.; la pression de l'impérialisme américain et de ses dollars du plan Marshall s'exercera également en ce sens. Au contraire, comprenant que pour souder plus fortement les ouvriers, pour éviter que les couches les plus pauvres de la petite-bourgeoisie, déçues par l'incapacité d'un gouvernement réformiste, deviennent les instruments actifs de la contre-révolution, pour rassembler les larges masses laborieuses autour du prolétariat, l'aile gauche demandera un programme de combat, une politique socialiste résolue.

C'est une expérience d'une importance extraordinaire qui s'ouvre pour le prolétariat anglais et international. Le réformisme classique est arrivé à bout de souffle sur son propre terrain de la démocratie bourgeoise; le stalinisme n'a pas mordu dans ce prolétariat; la place commence à être déblayée pour le programme révolutionnaire.

As-tu envoyé ta souscription à « La Vérité » ?

Les résultats des élections grecques qui nous parviennent au moment de la mise en page s'avèrent de très grande importance; dans le prochain numéro, La Vérité consacrera un article aux enseignements de ces élections survenues au lendemain de la défaite des partisans.

Le Gérant : JULIA
Imp. Spéc. de " LA VÉRITÉ "

Numérisation CERMTRI

LA LOI SUR les CONVENTIONS COLLECTIVES

Nous avons, dans le précédent numéro de La Vérité, commencé à montrer combien la loi sur les Conventions Collectives qui met fin au dirigisme étatique des salaires (désormais, les conditions de travail ne seront plus fixées par arrêtés ministériels, mais par accords directs entre employeurs et salariés) a un cadre réactionnaire. Cette démonstration, nous l'avons faite à propos de l'importante question de la fixation des salaires. Nous prendrons aujourd'hui les problèmes de la représentativité syndicale et de l'extension.

La représentativité syndicale

C'est le gouvernement (c'est-à-dire l'Etat bourgeois) qui décide si une organisation syndicale est ou n'est pas représentative, c'est-à-dire si elle a le droit de participer à la discussion sur les conventions collectives. C'est lui également qui décide de la proportion des délégués des organisations syndicales dans les Commissions.

De plus, la loi autorise une seule centrale syndicale à signer une convention collective si elle arrive à s'entendre avec l'employeur dans l'entreprise ou avec l'organisation syndicale des employeurs de la région ou de la localité. On voit par ce moyen combien la bourgeoisie pourra jouer sur la division des forces syndicales.

L'extension

L'extension est un cadre rigide supplémentaire imposé par l'appareil d'Etat à la classe ouvrière. La loi donne le droit au Ministre du Travail (c'est-à-dire à un représentant de l'Etat bourgeois) d'étendre les dispositions d'une convention collective adoptée dans une localité ou une région, à l'ensemble de la profession, même si cette convention n'a été signée que par une seule centrale syndicale. Ainsi le gouvernement se servant d'un rapport de force favorable à la bourgeoisie dans une localité donnée où une convention collective peu avantageuse aura été signée, peut en profiter pour généraliser ces mauvaises conditions à l'ensemble de la corporation. La classe ouvrière perd donc en partie le droit — juridiquement — d'imposer ses revendications à la bourgeoisie par son action; c'est le ministre du Travail, assisté de la Commission Supérieure des Conventions Collectives (1), qui est muni de ce pouvoir. Si la division des forces syndicales n'était pas la pour apporter de l'eau au moulin de la bourgeoisie, ce pouvoir resterait lettre morte, mais il est hors de doute que le ministre du Travail se servira de son pouvoir d'extension pour freiner les luttes ouvrières et accroître la division.

Mais signalons encore que le ministre du Travail a le droit « d'exclure de l'extension, des dispositions qui seraient en contradiction avec les textes législatifs en vigueur ou les clauses qui ne répondraient pas à la situation de la branche d'activité du champ territorial considéré ».

Ce qui signifie que la bourgeoisie s'est arrogée non seulement le droit d'étendre à l'ensemble d'une corporation une convention collective locale ou régionale désavantageuse aux travailleurs, — ce que nous expliquions tout à l'heure, — mais également celui d'enlever de l'extension certaines clauses qui pourraient par contre être accidentellement favorables à la classe ouvrière.

Sa victoire est ainsi très large.

(A suivre.)

(1) Nous avons, dans le précédent numéro, expliqué la composition et le rôle réactionnaire de cette Commission.

Sur le Front des Grèves

(Suite de la première page)

en avant par les différentes directions syndicales.

Il est dommage que, dans une telle situation, le Syndicat Démocratique Renault n'ait pas cru devoir défendre une autre position que celle du Cartel d'Unité d'Action (?), c'est-à-dire la solidarité et la grève Renault. Il est dommage que les représentants de ce Syndicat n'aient pas soutenu au C.C. de grève la proposition d'adresser un appel à toutes les confédérations pour la grève générale.

P. S. — La direction vient de tenter une nouvelle manœuvre de division tendant à affriter le mouvement en envoyant aux ouvriers de l'entreprise une lettre individuelle. Dans cette lettre, la direction pleure sur son propre sort, et invite les ouvriers à reprendre le travail, « toutes dispositions étant prises pour assurer la liberté du travail » (lisez: la liberté de crever de faim...).

DANS LE MÉTRO

Depuis dix jours, dans certains dépôts, les travailleurs du métro avaient voté à 80 % pour l'entrée en grève. Ce vote signifiait qu'ils ne voulaient plus revoir de nouveau novembre-décembre 47 ou de grève des mineurs, mais entrer immédiatement en lutte aux côtés des métallos et aller vers la grève générale.

Les directions syndicales, après avoir fait traîner les opérations du référendum, demandèrent une nouvelle entrevue au ministère. Si bien que, de délai en délai, après que le ministère n'ait pas voulu recevoir une délégation des Syndicats, une assemblée générale commune fut convoquée pour le dimanche 5, à 20 h. 30. A 19 heures, le ministère envoyait une convocation aux dirigeants syndicaux pour engager de nouvelles discussions sur la base d'une proposition d'augmentation de 5 % avec un minimum de 1.000 francs.

Se saisissant de cette proposition, les dirigeants des Syndicats C.F.T.C., F.O. et autonomes se prononcèrent à l'Assemblée générale pour la continuation des pourparlers et contre l'entrée en grève, se faisant huer copieusement par les 8.000 travailleurs du métro réunis à la Grange-aux-Belles. Car les ouvriers du métro ne voulaient pas laisser les métallos s'user avant qu'ils entrent dans la lutte.

Le camarade Stéphane Just intervint, expliquant le caractère manœuvrier de l'opération du ministère à laquelle se prêtaient les dirigeants de la C.F.T.C., de F.O. et des autonomes. Il dit que la défaite des métallos mettraient les travailleurs, quels qu'ils soient, à la merci des volontés du patronat et du gouvernement. Débrayer immédiatement, former démocratiquement des Comités de grève sous le contrôle de tous, agissant pour que le front unique se reforme et se renforce au métro et à l'échelle nationale, afin que toutes les corporations entrent en lutte, fassent la grève générale, conclut notre camarade.

La grève fut votée à la quasi-unanimité, y compris de nombreux travailleurs C.F.T.C., F.O. et autonomes.

UNIC (Puteaux)

Le vote chez Unic a montré la volonté de lutte pour le bifteck et la méfiance envers les organisations syndicales: 57 % pour la grève.

Le sentiment de beaucoup de travailleurs était: Non, à la grève partielle! Ceux qui ont voté: oui, c'était avec l'espoir d'une généralisation rapide du mouvement.

Le Comité central de grève est composé de délégués des Comités d'atelier, le tout chapeauté par l'ensemble des délégués du personnel et du Comité d'entreprise.

Le débrayage, malgré le vote faiblement majoritaire, est unanime dans les ateliers. Quelques récalcitrants seulement parmi les chefs de service.

Cependant, il n'y a pas l'enthousiasme des grèves précédentes. L'occupation se réduit à quelques piquets de sécurité.

Le vendredi 3 (jour de paie), une assemblée a réuni 500 travailleurs de l'usine qui écoutent les explications des responsables C.G.T. et autonomes s'efforçant de montrer l'élargissement de la lutte. Une résolution avait été votée deux jours avant au Comité de grève demandant aux Centrales syndicales de lancer un appel commun à la grève générale. Ce qu'a oublié de dire le Secrétaire C.G.T., c'est que cette résolution, arrivée au Comité régional intersyndical, a été mise au panier, repoussée par l'ensemble des organisations syndicales, à l'exception des autonomes.

Encore une fois, les travailleurs ont engagé la lutte unanimement et ont réalisé l'unité d'action dans l'usine. Pourquoi les dirigeants n'ont-ils rien répondu aux travailleurs de chez Unic?

GROUPE CHAUSSON

Ces usines sont en grève depuis le 22 février après un vote à bulletin secret favorable à 75 %.

La direction de la grève démocratiquement élue à Asnières laisse à désirer à l'atelier G de Gennevilliers où la Commission exécutive s'est d'elle-même transformée en Comité de grève.

Les ateliers, insuffisamment gardés, furent occupés dans la nuit du 26 février par un déploiement de force grotesque.

Les travailleurs, malgré le peu de participation à laquelle ils ont droit dans les discussions, montrent qu'ils appuient une lutte menée dans une unité d'action complète qui, pour la première fois, est réalisée dans l'usine.

Les manœuvres patronales, facilitées par l'évacuation de l'usine, se sont traduites par un échec presque complet.

L'Assemblée générale se tient tous les matins à la salle des Grésillons, à Gennevilliers, et jamais, comme en ce premier jour de débrayage des transports, la réunion n'a regroupé autant de grévistes du secteur Asnières-Gennevilliers. Cette participation démontre l'ardent désir des ouvriers de chez Chausson de voir le mouvement s'étendre à toutes les corporations.

SALMSON (Billancourt)

Chez Salmson, les ouvriers débrayent le 24 février à 74 %. Trois jours après, la direction envoie déjà des lettres de convocation individuelles, mais seule une infime minorité accepte de reprendre le travail.

Au cours d'une Assemblée générale, une camarade du Comité de grève présente une résolution demandant que soit imposé aux divers bureaux confédéraux le front unique en vue du déclenchement de la grève générale. Bien que se déclarant d'accord avec cette orientation, les bureaucrates syndicaux, sous prétexte que le front unique est en voie de réalisation, empêchent le vote de la résolution.

FACEL (Colombes)

Le jeudi 23 février, la grève est votée à bulletin secret et sans Assemblée générale à 80 %.

Après le vote, la C.E. du Syndicat C. G. T., seul Syndicat de l'usine, se transforme en comité de grève, sans élection bien entendu. Sous prétexte que l'usine est indéfendable, la non occupation est décidée.

Le lundi, le patron organise lui-même une Assemblée qu'il convoque par lettre à 15 fr., s'il vous plaît. Devant l'ensemble des travailleurs qu'il exploite, il a piètre figure et, malgré ses manœuvres, il quitte l'Assemblée tandis que les travailleurs scandent: nos 3.000 francs.

Bien que l'entrée de l'usine soit libre, les piquets de grève ayant été dispersés dès le premier matin, seule la maîtrise a repris le travail.

A l'unanimité, la grève fut votée dans une petite boîte de 120 métallos du 13e arrondissement.

Dans un atelier, un ouvrier prit la parole et déclara au Secrétaire du Syndicat (C. G. T.) à peu près ceci: « D'accord avec toi pour la grève, mais aller jusqu'au bout, surtout ne pas reproduire les fautes passées (grèves isolées, tournantes ou partielles) des années précédentes et il cita: mineurs, S. N. C. F., métallos. Tous unis et grève généralisée sera la victoire. Nous luttons pour notre bifteck et non pour un parti. Cet ouvrier demanda qu'à chaque phase de la lutte soient consultées les volontés ouvrières, qu'une délégation ouvrière accompagnât les délégués dans les réunions inter-syndicales.

L'intervention de ce camarade fut approuvée par les 13 ouvriers composant l'atelier.

P. S. — Ce camarade est un ancien militant du P.C.F. et déporté. Il quitta le P.C. après de violents débats; fut viré de la Vie Ouvrière pour anarchisme. LAFONT.

CLERMONT-FERRAND

Grèves: Michelin et Bergougnan n'ont voté la grève qu'à une très faible majorité.

Dans la métallurgie, Ollier et Pingeot ont voté contre la grève.

Tout le monde a conscience qu'il faudrait y aller tous ensemble, et non successivement. Dans les conditions actuelles, le bruit court que la grève « ne durera pas longtemps », sans qu'on sache ce que cela veut dire.

La direction Michelin a offert 6 %.

MÉTALLOS Neuves Maisons

Une réunion d'information, organisée par le Comité pour l'Unité d'Action des Métallurgistes de Neuves-Maisons, s'est tenue le 17 février. Une bonne centaine de métallos y assistaient (les Assemblées générales organisées par les Syndicats réunissent rarement autant d'auditeurs).

Un camarade explique pourquoi des camarades appartenant à divers Syndicats et non syndiqués s'étaient groupés pour mettre en œuvre les moyens capables de faire retrouver à la classe ouvrière l'unité indispensable pour faire aboutir ses revendications. Après avoir rappelé les trahisons des directions syndicales nationales qui ont conduit les travailleurs de défaite en défaite, il insista sur la nécessité de forger une nouvelle direction au travers des Comités d'action démocratiquement élus.

Un autre camarade traitant de la prime de 3.000 francs pour tous et chaque mois, des conventions collectives et de la réduction des horaires de travail à partir du 20 février dans l'usine, appela les métallos à s'unir, à constituer un Comité d'action démocratique avec les organisations et les inorganisés, capable d'imposer au patronat la volonté ouvrière pour l'obtention de ses revendications.

Plusieurs camarades intervinrent dans la discussion, notamment des staliniens qui tentèrent à manifester leur désaccord.

Bonne réunion qui montre les progrès réalisés sur la voie de l'unité d'action.

RABCOR.

AU PRINTEMPS

La Section syndicale C.G.T. des Magasins du Printemps refuse l'offre de participer à la cérémonie lors de la remise de la cravate de la Légion d'Honneur à M. Laguionie, Directeur des Magasins.

Par une lettre ouverte au personnel, la C.E. rappelle à ce patron de combat ses refus aux revendications des employés, son attitude durant la guerre, ses bénéfices importants, ses bas salaires imposés, son système de division par primes, et pose trois conditions à sa participation à la cérémonie.

Que la Direction accepte:

1° 3.000 francs à tout le personnel;

2° Retraite décente au vieux personnel dans l'attente des conventions collectives;

3° Respect intégral des deux jours de repos.

OFFENSIVE des PATRONS à la Bourse des Valeurs

Depuis notre demi-échec d'août après trois semaines de grève, les patrons sont passés à l'offensive. Ils ont tenté d'éliminer les meilleurs éléments syndicaux, employant pour les autres des moyens d'intimidation (convocation au bureau du patron, rétrogradation dans l'emploi).

Mais ces temps derniers, c'est contre tout le personnel que l'offensive se déclenche, profitant que la majorité d'entre nous n'est, hélas! plus syndiquée, la corruption de certains dirigeants du Syndicat F.O. y ayant surtout contribué (le Secrétaire de ce Syndicat a été inculpé dans une affaire de trafic de devises).

Les mécanographes de la Chambre syndicale étant indispensables, toutes leurs revendications se trouvaient satisfaites rapidement. Voyant ceci, les patrons leur ont déclaré qu'ils les mutaient à l'I.B.M. Les ouvriers réagirent, c'est alors que le syndic leur déclara qu'ils étaient tous licenciés, mais qu'il leur restait la possibilité d'être rembauchés à l'I.B.M. Cette dernière boîte « américaine » assurant maintenant la comptabilité de toutes les charges.

Et pais, les dirigeants syndicaux présentèrent nos revendications: les patrons les déclarèrent légitimes, mais impossibles à satisfaire. Le syndic déclara: nous allons dès la fin de mars tout mécanographier, ceci nous permettra le licenciement de 30 % du personnel, le reste pourra augmenter son rendement et alors nous verrons à satisfaire vos revendications.

Les employés ont montré leur mécontentement par le vote à la Commission paritaire en votant nombreux pour la liste C. G. T., organisation qui, très faible, n'obtient que 200 voix de moins que F.O. C'est un premier pas, mais il faut faire mieux et pour cela les camarades de l'*Unité syndicale*, composée de minoritaires du Syndicat F.O. et C.G.T., vous appellent à la création d'un Comité d'unité d'action syndicale, premier pas vers la création d'une nouvelle direction de lutte qui n'acceptera aucune compromission avec les patrons et restera toujours sous le contrôle direct des employés.

Le groupe Unité Syndicale
(Bourse des Valeurs).

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

Militants, sympathisants, lecteurs, passez toutes vos commandes de livre au S.E.L. Vous lui permettrez d'éditer, ou de rééditer les œuvres révolutionnaires.

EN VENTE AU S.E.L.

Léon TROTSKY:

Ma Vie	Fr. 220
Leçons d'Espagne	35
La Révolution trahie	240
Les crimes de Staline	240
La Révolution permanente (extraits)	25
Léon Sedov	25
Sverdlow	25
Bolchevisme et Stalinisme	25
Staline	540

Et toutes les œuvres de Marx, Engels et Lénine.

Le S.E.L. a publié:
HISTOIRE DE LA IVe INTERNATIONALE
Prix: 80 francs

Adressez vos mandats à:
Corvin - C.C.P. 6964-96 Paris
19, rue Daguerre, Paris (14e)

La grève des travailleurs de l'Etat

L'action contre la guerre des travailleurs de l'Etat avait été « préparée » par une Conférence Nationale de quelques-unes des branches techniques de la Fédération. Au cours des débats, les dirigeants staliniens montrèrent bien que toute leur attitude gauche actuelle n'a pas cessé de recouvrir la vieille camelotte de collaboration de classes qu'ils nous servent depuis quelques années. Un des Secrétaires fédéraux, Laurent, n'y déclara-t-il pas, entre autres, qu'un des moyens de lutter contre la guerre en général, contre la guerre au Viet-Nam en particulier, était de... construire des bateaux pour l'Union française!

Le 6 février, les ouvriers des arsenaux apprirent, dans l'*Humanité*, qu'ils avaient décidé de faire grève le lendemain à 17 h.!

Aucune Assemblée générale n'avait préparé le mouvement, les C.E. furent réunies lundi soir. L'ordre venu d'en haut devait assurer le succès de la grève.

A Puteaux, les minoritaires dénoncèrent à la C. E. de telles méthodes aventuristes qui, loin de permettre d'entamer une lutte efficace contre la guerre ne provoqueraient qu'un isolement de l'avant-garde ouvrière au milieu de leur classe. Les mots d'ordre étaient défendables (nouveau minimum vital à 20.000 francs, lutte pour la reconversion), mais pourquoi faire partir dans cette lutte les travailleurs de l'Etat seuls, alors que trois jours plus tard c'étaient les travailleurs de l'automobile qu'on invitait à une grève de deux heures sur les mêmes mots d'ordre. La minorité de la C.E. démontra que cette persistance de la tactique des grèves tournantes indiquant que les dirigeants staliniens sont bien plus soucieux d'entretenir une agitation permanente mais limitée, scindée par corporation, que d'organiser la lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour la réalisation des revendications de toute la classe ouvrière. A l'attitude ultimatiste des staliniens, ils opposèrent la nécessité d'appeler la classe ouvrière à organiser et diviser elle-même ses luttes.

La grève fut ce que de telles méthodes permettaient d'escompter: une partie seulement débraya. De tous les mensuels, seuls les dessinateurs, présents d'ailleurs dans toutes les luttes, suivirent leurs camarades des ateliers.

Le responsable syndical prit, courageusement certes, la parole sur le quai, devant la porte de la boîte, mais la plupart des ouvriers étaient déjà rentrés chez eux.

La direction fédérale avait sans doute bien prévu les choses, puisqu'elle convoqua les travailleurs de l'Etat de la Région Parisienne (plusieurs milliers d'ouvriers) à un meeting organisé dans la petite salle du patronage laïque du 15e.

Les travailleurs de l'Etat représentent une fraction importante de la classe ouvrière. N'oublions pas que le seul Arsenal de Brest en emploie sept mille. Leur importance dans la lutte contre la guerre au Viet-Nam peut être décisive, à condition qu'elle ne soit pas isolée de celle de l'ensemble de la classe ouvrière. Chez eux, comme dans toutes les corporations, la victoire ne sera possible que le jour où ils se seront séparés de la direction stalinienne et forgés une nouvelle direction sous de leurs rangs.

Aujourd'hui déjà ils comprennent que ce ne sont pas ceux qui, alors qu'ils étaient ministres, couvrirent d'Argenlieu et Leclerc et votèrent les crédits de guerre, qui pourront les entraîner à la victoire. Ils n'ont pas tous oublié que lorsque Charles Tillon était leur ministre, les dirigeants fédéraux étaient les auxiliaires les plus dévoués et les plus féroces du gouvernement dirigé par de Gaulle.

Nous savons qu'en province des militants syndicaux et même des dirigeants locaux se sont inquiétés de la méfiance des ouvriers vis-à-vis des directions syndicales. Qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs doutes et de leurs recherches et peut-être pourront-ils devenir un jour de l'armature de la nouvelle direction ouvrière. Essayez, camarades de Brest!

Ne terminons pas sans dénoncer l'ignominie des dirigeants F.O. qui, par les consignes de « neutralité » données à leurs adhérents, se sont comportés en agents directs de l'impérialisme.

RABCOR.

A BREST, les CALOMNIATEURS S'ENFERRENT

Nous devons parler à nouveau de l'offensive stalinienne qui se poursuit à Brest, car dans la plupart des tracts calomniateurs, on peut noter des contradictions qui intéresseront les lecteurs de « La Vérité ».

Pour les leaders du P.C.F., il s'agit d'abord d'expliquer que les trotskystes cachant parfaitement leur rôle d'agents des trusts.

A Brest, si l'on suit la logique des calomniateurs, on arrive à dire que plusieurs trotskystes poussèrent la dissimulation au point de se faire déporter par les nazis.

D'autres trotskystes particulièrement diaboliques n'hésitèrent pas à se faire tuer par la Gestapo. Depuis cette époque, poursuivant leur jeu subtil, les trotskystes ont fait campagne contre la guerre du Viet-Nam.

Ils ont participé aux luttes ouvrières, accueilli des enfants de mineurs emprisonnés, etc., etc...

Mais à quoi donc reconnaît-on que ce sont des agents des trusts?

Ici, nous arrivons au deuxième point du raisonnement stalinien. Point délicat.

Il faut, pour la masse du public, que les trotskystes commettent quelque action particulièrement criante qui montre bien leurs attaches avec la bourgeoisie.

Hélas! ce deuxième point est fatalement en grossière contradiction avec le premier.

Ainsi, dans le dernier tract calomniateur diffusé très largement à Brest, il est dit que la Gestapo déployait ses efforts pour monter un pseudo-parti communiste indépendant destiné à faire du tort au P.C.F.

Le lecteur moyen n'a pas besoin d'un croquis pour deviner que le parti en question, c'est le P.C.I.

Bien entendu, un pseudo-parti communiste ne pouvait nuire au P.C.F. que s'il feignait d'être illégal (journal pseudo-clandestin, attitude pseudo-résistante, etc...).

Vous y êtes, lecteurs?

Voilà donc le schéma diabolique construit. Bon!

Mais à présent, il faut *le fait*, le *fait* aveuglant qui démasque les trotskystes aux yeux de l'homme le moins averti.

Attention, voici *le fait*.

Le tract calomniateur affirme (on devine un ton tragique) « *La Vérité*, ce journal qui a paru pendant l'occupation ».

« Qui a paru »... publiquement, naturellement. D'ailleurs, Mme Renée Rieu, conseillère municipale P.C.F., qui ne laisse rien au hasard, a précisé « on trouvait « La Vérité » dans les kiosques pendant l'occupation ».

Voilà la démonstration stalinienne achevée. Il y a de quoi satisfaire tout le monde. La première partie est pour le militant sceptique; la seconde pour celui qui croit au Père Noël.

Mais si on ajoute les deux, on découvre que les nazis montèrent un pseudo-parti clandestin... dont ils tirèrent quelques militants pour que l'illusion soit parfaite... Et voilà que ces « grossiers teutons » (comme dirait Aragon) commettent la bêtise de vendre le journal pseudo-clandestin... dans les kiosques.

Pour un détail oublié, toute la jolie démonstration stalinienne s'écroule.

Dites donc, camarades, ça ne vous rappelle pas le gars qui affirmait avoir vu l'homme invisible, et qui ajoutait devant l'auditeur sceptique:

« Même qu'il a un collier de barbe. »

A. CALVÈS.

Ouvrages sur la Yougoslavie

TITO: Rapport au Ve Congrès du P.C.Y.	Fr. 70
— Sur le nationalisme et l'internationalisme	30
— Discours au IIIe Congrès du Front Populaire	40
KARDELJ: La politique extérieure de la Yougoslavie	30
— De la démocratie populaire en Yougoslavie	60
DJILAS: Le travail d'agitation et de propagande	50
— Lénine et les rapports entre Etats socialistes	60
PEJADE: Les questions litigieuses	25
KIDRITCH: L'édification de l'économie socialiste en Yougoslavie	50
B. ZIHERL: Le communisme et la patrie	30
BEBLER: Ce qu'on fait au nom de l'O.N.U. en Grèce	20
K. POPOVITCH: Révision du marxisme-léninisme (au sujet de la guerre en Yougoslavie)	30
M. POPOVITCH: Les rapports économiques entre pays socialistes	50
VOUKMANOVITCH: Le parti communiste de Grèce	25
— Ce que révèle le procès Rajk	20